# Le très détaillé fichier des hôpitaux de Paris qui recense les Gilets jaunes blessés (MàJ : l'AP-HP reconnaît un usage « inapproprié » d'un fichier)

24/04/2019 à 20h48

## MàJ 24/04/2019

Après avoir, dans un premier temps, dénoncé une « agitation de mauvaise foi », la direction de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) a finalement reconnu avoir parfois utilisé « de manière inappropriée » un fichier nominatif recensant les blessés pris en charge lors de grands événements, notamment lors des manifestations de « gilets jaunes ».

(…) Le Monde

---

## 23/04/2019

**Les Gilets jaunes, casseurs et journalistes blessés dans les manifestations sont-ils fichés lorsqu'ils sont soignés à l'hôpital ? L'AP-HP assure que les notes conservées au moment des prises en charge ne peuvent être considérées comme du fichage tandis que *le Canard enchaîné*, qui avait révélé l'existence d'un tel inventaire, affirme être en possession de preuves accablantes.**

Selon l'hebdomadaire, la publication la semaine dernière de

leur article n’a pas empêché les autorités sanitaires de réitérer la méthode lors de l’acte 23 de la contestation. Le 20 avril, en pleine manifestation, la directrice de cabinet du patron de l’AP-HP, Martin Hirsch, aurait même relancé les responsables d’hôpitaux.

(…) *Le Canard enchaîné* a pu se procurer des extraits du fameux fichier. En plus de données permettant d’identifier les personnes blessées il contient parfois des détails de contexte : « *arrivé avec pompiers, traumatisme main gauche* » ; « *tir flashball, plaie arcade* » ; « *intoxication lacrymogène, chaussettes vertes à petits pois, manque orteil pied droit* »… Le fichier est en outre actualisé en temps réel et consultable par un grand nombre de services, bien au-delà du ministère de la Santé. Les agents du ministère de la Justice, de l’Intérieur et des Affaires étrangères peuvent en effet y accéder. « *Une passoire* », commente *le Canard*, qui met en exergue le fait que les policiers ont donc toutes les informations nécessaires pour interpeller les patients, parfois suspectés de dégradations ou violences, à peine rentrés chez eux. Les policiers blessés, eux, bénéficieraient de l’anonymat.

(…) Le Parisien